

La fragilité de la vie en question



Le sujet revient souvent, cette fois avec force, il s'agit de l'euthanasie, ou encore du traitement de la fin de vie.

Chaque personne, parce qu'elle est homme ou femme, est digne d'un respect intouchable. Sa dignité ne découle pas de son état de santé mais de son appartenance à une même humanité qui fait de nous tous des frères et des sœurs.

Nos lois françaises encadrent l'accompagnement des personnes en fin de vie. La loi oblige à soulager la douleur, même si nous voyons que ce n'est pas facile. La loi parle de sédation profonde pour des personnes en grande souffrance. Elle demande qu'il y ait des unités de soins palliatifs, or ces unités n'existent pas dans un quart des départements français. La mission de ces lieux est d'offrir un accompagnement humain de qualité, pas seulement faits de soins médicaux, afin que chaque jour, dans la fragilité du corps, soit un jour de vie et d'affection, jusqu'à ce que la personne meurt naturellement.

La fin de vie coûte de l'argent. Au Canada, on dit que l'euthanasie active fait économiser des centaines de millions de dollars. Car il ne faut pas négliger l'intérêt financier de voir « partir » nos anciens dépendants de tout et de tous. Est-ce un argument légitime ? Doit-on supprimer des vies pour récupérer des lits ?

Mais alors, si l'on parle de suicide assisté, d'un acte technique abrégant la vie, on parle de tuer une personne. Notre société n'a-t-elle comme solution extrême que celle-ci ? Certes, nous voyons des situations où la douleur est extrême. Nous voyons surtout des personnes âgées oubliées et esseulées, en grande souffrance psychologique. Faut-il leur demander de nous quitter ? Faut-il leur dire qu'elles sont un poids en plus du fait qu'elles seraient inutiles ? Faut-il demander aux médecins et aux infirmières de supprimer des vies lorsque ces soignants ont

embrassé leur vocation médicale pour prendre soin de la vie des patients ?

Il est grave de parler d'euthanasie et de suicide assisté. Il sera très grave d'en faciliter l'usage. Cela mettrait la pression sur nos anciens qui pourraient se voir contraints de demander la mort. Notre vie est un cadeau. Les sciences médicales tentent d'en contrôler l'avènement de plus en plus. Les hommes et les femmes de sciences et politiques peuvent-ils légitimement devenir les maîtres de la fin de vie ?

Nous espérons que la gravité de la question éveillera un sursaut d'humanité et un fort engagement financier de l'État pour que se multiplient les compétences d'accompagnement, dans des lieux où il fera bon finir sa course paisiblement, selon le temps décidé par Dieu.

Mgr Philippe Christory